

## Face à l'Europe néolibérale, quelle stratégie ?

*Compte rendu de l'intervention de Dominique PLIHON, président du conseil scientifique d'Attac, le 27 novembre 2011 à l'AG d'Attac. Il s'attache aux aspects financiers, budgétaires et fiscaux des alternatives en précisant qu'il faut également penser aux alternatives agricoles ou sociales.*

### 1/ Il se dégage 2 enjeux financiers majeurs :

- Il faut que la BCE monétise la dette publique
- Il faut un contrôle social des banques

Il apparaît nécessaire de démocratiser le système bancaire, dans une rupture avec une logique capitaliste et actionnariale qui entraîne une logique de spéculation.

C'est dans cette logique qu'Attac a envoyé un questionnaire aux banques françaises. Cette initiative pourrait de façon intéressante être proposée au niveau européen.

La recapitalisation des banques paraît certaine, il faut en profiter pour créer un pôle bancaire public européen.

Il existe un débat : les investissements de long terme doivent-ils être financés directement par la Banque Centrale Européenne (BCE) ? D.Plihon pense que non et que ces investissements de long terme, particulièrement afin d'assurer la transition écologique, doivent être assurés par des institutions publiques du type des banques d'investissement ou de développement qui se refinanceraient auprès de la BCE. A ce titre la BEI (Banque Européenne d'investissement), qui fonctionne comme un fond capitaliste doit être transformée. En France un bon exemple était le Crédit Local de France, qui était une institution financière spécialisée utile, avant sa transformation catastrophique en Dexia. Il apparaît nécessaire de revenir sur cette transformation.

### 2 / Les alternatives budgétaires et fiscales

Il faut changer le modèle actuel de concurrence entre états et aller vers un modèle de solidarité et de coopération entre états.

Il faut démonter le discours officiel qui focalise sur « *trop de dépenses* ». Or, sur période longue, les dépenses publiques n'évoluent pas plus vite que l'augmentation du PIB.

Non, le problème réside dans la baisse des recettes, particulièrement fiscales. Ainsi en Irlande le taux de l'impôt sur les sociétés n'est que de 12,5%, en Grèce il y a 30% d'évasion fiscale. Il est nécessaire d'harmoniser. **D.PLIHON rappelle que le SNUI, membre fondateur d'Attac, avait écrit un livre proposant d'instaurer une règle très intéressante pour un serpent fiscal européen**, en fixant des taux plafond et plancher aux impôts nationaux.

Il faut instaurer une fiscalité nouvelle : une Taxation des Transactions Financières (TTF) paraît nécessaire. Celle-ci ne va pas sans difficulté. Il faut d'une part qu'elle frappe non seulement la bourse et les produits dérivés, mais également le marché des devises, ce qui n'est pas actuellement envisagé. D'autre part, il ne faut pas qu'elle serve à abonder le budget européen, mais qu'elle finance directement les Biens Publics Mondiaux (BPM).

Cette TTF doit faire l'objet d'une coopération renforcée, qui peut se limiter aux seuls pays qui sont pour actuellement, comme la France et l'Allemagne, sans attendre l'accord de pays contre comme l'Angleterre.

Il est nécessaire d'avoir une coordination des politiques nationales. Il existe une vraie hétérogénéité des pays en Europe, mais le fonctionnement de la zone euro la renforce. La seule solution est une unification des politiques. En effet l'Allemagne réalise 2/3 de ses excédents commerciaux dans la zone Euro quand des pays comme la France, le Portugal, la Grèce ou l'Espagne ont un déficit commercial dans la zone Euro. Il faut cesser la concurrence, (comme la pratique l'Allemagne avec la TVA sociale sur les importations), et aider certains pays par des transferts européens.

Le budget européen doit être significatif et doit donc pour cela être augmenté afin de permettre des investissements comme ceux nécessaires à la transition écologique, mais aussi à la solidarité entre pays.

Il faut pour cela un contrôle afin d'éviter les dépenses improductives, voire les gabegies, comme pour l'Espagne qui a le plus bénéficié de ces aides sans que leurs usages soient toujours pertinents.

Ceci nécessite également une transformation démocratique de l'Europe, qui ne soit pas technocratique comme avec un pacte de type Euro+ .

En conclusion, il faut en Europe une augmentation du Budget, de la Fiscalité, de la Démocratie, mais également un mouvement de transformation des institutions et des acteurs européens.

D.Plihon estime que plutôt qu'une sortie, il faut une refondation de l'Euro. En effet, il ne s'agit pas d'une juxtaposition de crises nationales, mais d'une crise globale.